



Liminaire CHSCT du 9 décembre 2021

M. Le Président,

Cette dernière instance de l'année est l'occasion pour nous d'exprimer nos profondes inquiétudes pour les agents et de dénoncer le cynisme de l'administration face à une situation anxiogène.

L'année 2021 aura démontré à quel point nos gouvernants et décideurs ont effectivement pris le parti de « gérer » la fonction publique et nos emplois, nos missions et nos fonctions à la manière du secteur privé, comme des ressources devant être rentables, évaluables, profitables. Ils ont également démontré à quel point ils ont acquis le cynisme du secteur privé en utilisant une crise sans précédent pour justifier la destruction de la fonction publique, de finir de détruire nos statuts en le remplaçant par un « code », en embauchant toujours plus de contractuels, en supprimant toujours plus d'emplois dans notre ministère.

C'est également l'année, dans les Yvelines, de l'accomplissement du NRP avec la destruction de notre maillage départemental au plus près des usagers pour concentrer les services dans des méga-structures, impersonnelles, difficiles d'accès, difficilement joignable.

Mais ne nous inquiétons pas, la démarche SERVICE PUBLIC + est là pour les usagers et la formation obligatoire qui va avec pour les agents et bientôt les évaluations des services exposés dans nos accueils. Bref, démarche qui nous demande de faire toujours plus avec toujours moins : toujours plus proches de l'utilisateur, toujours plus bienveillant, toujours plus exemplaire.

Pour FO FINANCES, les agents doivent s'engager sur une démarche alors même que l'on ne leur donne pas les moyens matériels ni humains pour le faire. Les agents doivent établir une relation de confiance avec les usagers, être exemplaires, bienveillants alors même qu'ils sont insultés tous les jours dans les médias, dans les discours politiques et que la course à la présidentielle étant ouverte la chasse au fonctionnaire reprend de plus belle !

FO FINANCES tire la sonnette d'alarme. Comment établir une relation de confiance, comment donner confiance aux usagers quand les agents eux même n'ont plus confiance en leur administration ni en leur avenir si ce n'est le sentiment d'être des pions que nos dirigeants veulent grappiller progressivement jusqu'à vider l'échiquier.

L'ironie et le cynisme de l'administration est telle que, alors qu'on éloigne les agents de chez eux, ne leur laissant pas le choix souvent faute de transports efficaces et adaptés que de prendre leur véhicule, on leur demande de participer à des démarches « écoresponsables ». L'administration supprime des emplois, casse des collectifs de travail crée des mastodontes, des centres de contact à distance, délocalise à des centaines de km nos services, mais nous demande de nous réjouir, car nous sommes dotés d'un fond pour l'amélioration des conditions de travail avec, pour objectif, de monter des actions notamment de bien être au travail et de team-building... quelle générosité !

Puis, en plus du cynisme, vient le chantage : « faute d'unanimité l'enveloppe sera perdue » !





FO FINANCES 78 dénonce ce cynisme et ce chantage odieux ! Nous rappelons qu'à la DDFIP 78 ce sont 181 suppressions de postes en 2021-2022 (soit plus de 10 % de nos emplois !).

Ce sont des déménagements, des cartons et des manipulations en théorie interdits, réalisés par les agents eux même alors même qu'ils doivent assumer leur charge de travail quotidienne. Le PLF 2021 c'est aussi des missions en grand danger notamment les agents du cadastre, les géomètres, les services fonciers. Qui sait, peut-être devrions-nous postuler chez Google !

FO FINANCES 78 dénonce ces restructurations et leurs conséquences. Nous avons vu les fiches de signalement récentes et les tensions dans les services que cela entraîne. Des agents à bout, en perte du sens de leur métier, que ce soit à la DOUANE, à l'INSEE, au SDNC ou à la DDFIP. Les restructurations incessantes sont anxiogènes pour nos agents et sources de tensions.

FO FINANCES 78 dénonce également le mépris de la DDFIP 78 notamment vis-à-vis des syndicats. Quand cette direction oublie de prévenir ses représentants qui se sont investis dans un projet avec l'ANACT sur les nouveaux modes de travail, que ce projet a été annulé et que les Yvelines ont été tout simplement supprimées des départements tests ! Heureusement que nos représentants au CHSCT Ministériel ont eu la présence d'esprit de nous prévenir et nous ont rassuré sur le fait que Bercy a bien précisé que la responsabilité n'était pas à mettre sur le compte des organisations syndicales ...

Bref, après avoir laissé les organisations syndicales communiquer à ce sujet, encourager nos adhérents et sympathisants à participer aux groupes de travail lorsqu'ils seront sollicités, ce silence montre bien le manque de considération de la direction vis-à-vis de nos organisations. Enfin, la direction ne pourra pas accuser les syndicats d'être responsables de cet échec cuisant.

Dans ce contexte, FO FINANCES continuera de se tenir au côté des agents pour défendre leurs conditions de travail, leur santé, pour que le COVID ne soit pas un prétexte à imposer des réformes et des modes de travail non souhaités, à tuer la convivialité qui est fondamentale pour créer la confiance et la cohésion d'équipe. N'en déplaise aux adeptes du travail avant tout.

FO FINANCES continuera de demander aux directions de financer, sur leurs budgets, les aménagements nécessaires à la bonne installation des agents, à leur sécurité, à leur sérénité et nécessaires à l'exercice de leurs missions.

FO FINANCES considère que les agents ne sont pas des enfants gâtés mais des fonctionnaires exigeants et rigoureux qui exigent la même rigueur de leurs directions respectives. Si les agents doivent être exemplaires, notre ministère se doit de l'être vis-à-vis de ses agents. Cela inclus de mettre des moyens humains c'est-à-dire plus d'agents dans les services notamment transverses RH/logistique puisqu'il nous a été dit, dans cette instance, qu'ils étaient débordés et n'avaient pas les moyens de nos exigences !

FO FINANCES 78 ne cessera de dénoncer la destruction des services publics, de nos statuts, de la contractualisation et de la privatisation de nos missions... rendez vous en 2022 !

